

QUÉBEC 2007

Jacques Parizeau vient prêter main-forte à François Rebello dans La Prairie

FRÉDÉRIC DAIGLE

Discret depuis le début de la présente campagne électorale, Jacques Parizeau a fait une entrée remarquée, hier, en y allant d'un long discours lors d'une assemblée partisane dans la circonscription de La Prairie, afin de prêter main-forte au candidat péquiste François Rebello.

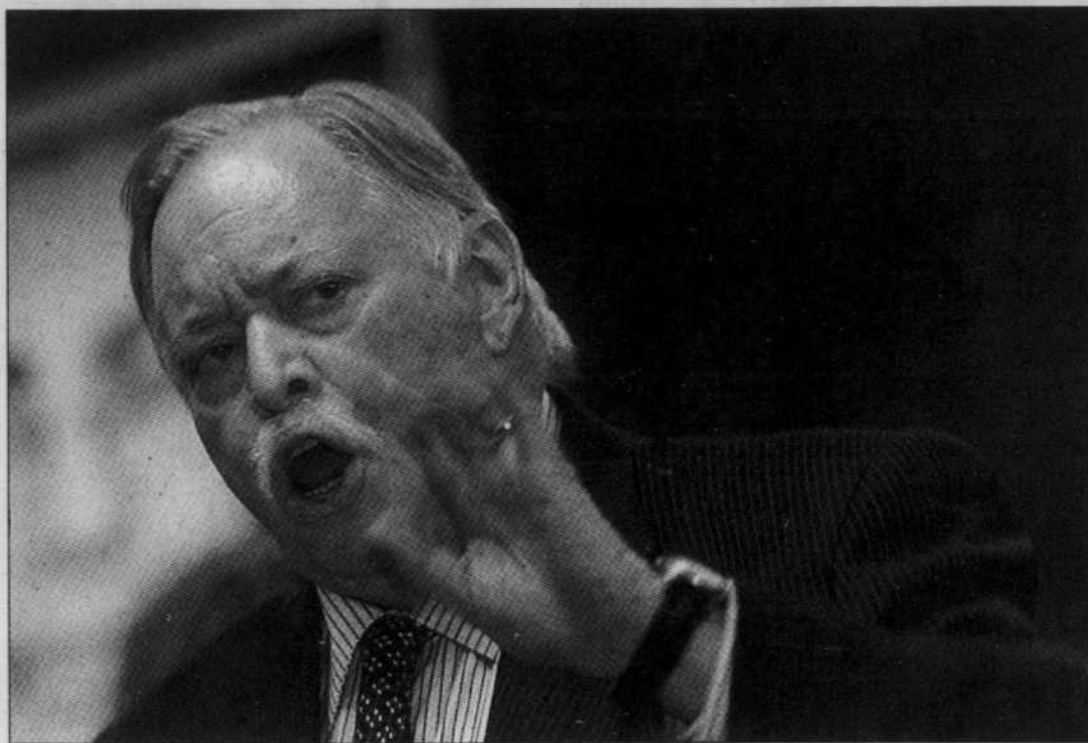
L'organisation de François Rebello a également reçu l'appui des ténors souverainistes Monique Richard et Louise Harel au cours de cette assemblée, où environ 150 militants étaient réunis.

Dans une allocution de près de 30 minutes, l'ancien premier ministre a vanté le progressisme du Parti québécois, rappelant que plusieurs mesures récupérées par les libéraux avaient d'abord été instaurées par les différents gouvernements péquistes dans le passé.

«Les garderies à 5 \$ — c'est 7 \$ maintenant —, c'est le Parti québécois ça, a déclaré M. Parizeau. L'assurance médicament aussi. On peut bien se chicaner et dire que ça a coûté plus cher que prévu, je comprends tout ça. Mais il reste que c'est une mesure unique, mise de l'avant par le PQ. Et que dire de l'équité salariale dans la fonction publique. Oui, il faut féliciter Mme [Monique] Jérôme-Forget d'avoir bien complété la négociation avec les syndicats, mais c'est le PQ qui a lancé ce projet.»

L'économiste a dénoncé la mauvaise situation économique dans laquelle les libéraux ont plongé le Québec, avec «les fermetures d'usines qui se succèdent depuis qu'ils sont au pouvoir».

M. Parizeau a également profité de cette tribune pour répliquer aux



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Dans une allocution de près de 30 minutes, dans la circonscription de La Prairie, l'ancien premier ministre Jacques Parizeau a vanté le progressisme du Parti québécois. L'organisation de François Rebello, le candidat du coin, a également reçu l'appui des ténors souverainistes Monique Richard et Louise Harel.

critiques du PQ qui l'accusent de se ranger vers la droite et de «s'embourgeoiser» en spécifiant qu'il n'y avait pas, sur l'échiquier politique québécois, de parti plus progressiste et privilégiant davantage les mesures sociales que le Parti québécois.

«Le Parti québécois reste, sur le plan des programmes, des idées et de la vision qu'il a de la société, le parti le plus progressiste dans notre société.»

N'abordant le sujet d'un éventuel

référendum qu'en toute fin de discours, il a rappelé que la seule façon pour les souverainistes d'obtenir un pays était de porter le PQ au pouvoir le 26 mars prochain, invitant au passage les électeurs qui se disent souverainistes mais qui comptent voter en faveur de l'ADQ — ou ne pas voter du tout — à «montrer un peu plus de sérieux».

«On a un objectif qui est de construire notre pays. Pour construire notre pays, ça prend un référen-

dum. Pour tenir un référendum, il faut que le PQ soit au pouvoir. S'il fallait que tous les couples se séparent à chaque fois qu'il y a un conflit, il n'y aurait pas beaucoup de couples. Alors, pendant ces cinq semaines de campagne, il faut tous pousser dans la même direction. De pouvoir dire à vos enfants et à vos petits-enfants que vous étiez là serait une très belle histoire à raconter.»

Presse canadienne

Le budget fédéral dénoncé par des militants souverainistes

ALEXANDRE SHIELDS

née en année, sans aucune garantie de succès.

Un regroupement de militants souverainistes dénonce la décision du gouvernement conservateur de Stephen Harper de déposer aujourd'hui même son budget, qualifiant le geste de «grossière manœuvre pour court-circuiter la démocratie québécoise, pour manipuler l'opinion publique, pour acheter l'allégeance des Québécois avec leur propre argent».

«Stratégiquement placé une semaine jour pour jour avant l'élection au Québec, il est clair que ce budget visera à faire miroiter aux Québécois des milliards, par ailleurs déjà payés par nos impôts, dans le but de démontrer les grands avantages du régime fédéral, de soutenir les partis fédéralistes québécois et de préparer la campagne fédérale qui suivra», écrivent les auteurs d'un texte que Le Devoir publie aujourd'hui en page A 6.

Le texte en question est cosigné par le Conseil de la souveraineté du Québec, les Intellectuels pour la souveraineté, L'Aut journal, le Mouvement national des Québécoises et Québécois, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et l'Union des écrivaines et écrivains du Québec.

Les auteurs soutiennent essentiellement que «le gouvernement de la nation québécoise est assujéti aux décisions d'une autre nation — la nation canadienne-anglaise — pour boucler son budget. Le «cadre financier» des promesses électorales de Jean Charest le fédéraliste et de Mario Dumont qui se dit «autonomiste» sera finalement défini par le «cadre financier» fédéral qu'il faudra quêter d'an-

Les auteurs rappellent qu'entre 1993-94 et 2003-04, «les revenus fédéraux perçus au Québec ont augmenté de 58 % et les transferts fédéraux de 5,8 %». Ils évaluent donc à près de 3,9 milliards par année l'augmentation des transferts des impôts fédéraux au gouvernement du Québec, comme «minimum» pour rétablir les paiements de transfert à leur niveau antérieur.

Quoi qu'il en soit, ajoutent-ils, «[...] que le budget Harper rétablisse totalement ou partiellement ses contributions à la santé, à l'éducation et à la péréquation, cela n'empêchera jamais ce gouvernement ou un autre qui le remplacera de recommencer à recréer un autre déséquilibre fiscal dans un an ou deux, comme le gouvernement Chrétien-Martin l'a fait contre les intérêts du Québec il y a quelques années. Encore moins d'effacer les dix années de turbulences et de souffrances dont les malades et les jeunes du Québec ont fait les frais.»

Et selon eux, si «l'encadrement du pouvoir de dépenser du fédéral» était annoncé dans l'énoncé budgétaire, cela «ne ferait qu'empêcher le gouvernement canadien de dépenser dans des champs de compétence du Québec sans son accord. Cela pourrait ralentir la centralisation, mais ne donnerait aucun pouvoir à notre État national pour s'attaquer à nos problèmes de société». Dans ce contexte, la seule option souhaitable pour les Québécois consiste à se «construire un pays», concluent-ils.

Le Devoir

EN BREF

Tremblay veut que les chefs parlent de Montréal

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, ne voit pas un avenir très reluisant pour la métropole si un gouvernement de l'Action démocratique du Québec devait appliquer son engagement d'abolir les conseils d'agglomération. À la sortie de la messe célébrant hier la fête des Irlandais à la basilique Saint-Patrick, le maire Tremblay a dit souhaiter que les chefs de parti fassent connaître leurs engagements pour Montréal. Sans prendre parti pour l'un ou l'autre, M. Tremblay a toutefois laissé entendre que la proposition adéquate ne lui plaisait pas du tout. «Vous ne pensez pas que Montréal mérite mieux qu'un autre débat de structures?», a-t-il dit aux journalistes qui l'entouraient. La dernière semaine de campagne doit notamment servir à éclairer les électeurs sur la vision des trois principaux partis politiques pour Montréal, croit le maire Tremblay. M. Charest, Boisclair et Dumont prononceront une allocution devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. «Les régions sont importantes, mais Montréal aussi. J'ai bien hâte d'entendre la vision de tous les chefs de parti sur le rôle qu'ils voient pour la métropole du Québec», a dit Gérald Tremblay. Ce dernier a par ailleurs souligné «l'entente historique» survenue en pleine campagne électorale sur le partage régional des coûts du métro de Montréal. «C'est la première fois dans l'histoire de Montréal que nos partenaires de la communauté métropolitaine de Montréal acceptent de payer une part pour le déficit des infrastructures et de l'exploitation du métro. Mais il reste encore beaucoup à faire pour le transport en commun», prévient-il. — Le Devoir

Charest monte le ton contre l'ADQ

KATHLEEN LÉVESQUE

Longueuil — Avec l'ADQ au pouvoir, le Québec aurait des allures de «jungle», a prévenu hier Jean Charest.

Depuis quelques jours, le chef du Parti libéral monte le ton à l'endroit de son adversaire adéquate, dont les appuis ne cessent de croître, selon le dernier sondage Léger Marketing. La veille, M. Charest a dit que l'ADQ était «une coquille vide». Hier après-midi, il a participé à une réunion partisane dans l'arrondissement Saint-Hubert de la ville de Longueuil où il a harangué quelques dizaines de militants de la circonscription de Vachon. «L'ADQ dit n'importe quoi sans le chiffrer et demande un chèque en blanc. [...] Construire le Québec, ça ne se fait pas par l'abolition de tout ce qui bouge pour plaire à la première personne qu'on rencontre», a-t-il dénoncé.

Le chef libéral a expliqué que Mario Dumont proposait d'abolir le Conseil de la fédération, les commissions scolaires, les fonds des générations, Emploi-Québec et les conseils d'agglomération. «Il y a une expression pour ça: bienvenue à la jungle de l'ADQ, le chaos, la confusion», a tonné Jean Charest. Comme un écho, une dame a aussitôt lancé dans le même élan: «Un gros zéro».

Selon M. Charest, la population a le choix entre les «chicanes» d'un gouvernement du Parti québécois qui promet un référendum «le plus vite possible» et la «chaise vide» de l'ADQ. «Entre les chicanes d'André Boisclair et la chaise vide de Mario Dumont, il y a tout le Québec et tous les intérêts supérieurs du Québec et le Parti libéral pour se battre pour notre avenir. C'est ce chapitre que nous allons écrire demain qui porte notre signature», a-t-il lancé en se référant au règlement du déséquilibre fiscal.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Jean Charest et son épouse, Michèle Dionne, ont participé à la messe que célébrait le cardinal Jean-Claude Turcotte à la basilique Saint-Patrick pour souligner la fête des Irlandais. Le chef libéral, dont la mère était d'origine irlandaise, se dit croyant.

La circonscription de Vachon, en Montérégie, est dans la mire du PLQ. En 2003, le PQ l'a gagnée par 236 voix.

Plus tôt en matinée, Jean Charest a participé à la messe que célébrait le cardinal Jean-Claude Turcotte à la basilique Saint-Patrick pour souligner la fête des Irlandais. M. Charest, dont la mère était d'origine irlandaise, a expliqué qu'il était croyant. «Je suis catholique. Je suis croyant, mais je vous avoue d'emblée que je ne suis pas très pratiquant; je ressemble aux gens de ma génération. [...] Les valeurs sont très importantes, y compris les valeurs laïques», a dit M. Charest.

Par la suite, il a pris part au défilé de la Saint-Patrick au centre-ville, s'arrêtant régulièrement pour saluer les personnes installées le long du trottoir.

En soirée, sur les ondes de Radio-Canada, c'est un Jean Charest détendu et moqueur qui a partici-

pé à l'émission *Tout le monde en parle*. A plusieurs reprises, M. Charest a profité de la tribune pour vilipender le chef de l'ADQ, Mario Dumont, notamment sur les accommodements raisonnables, la position autonomiste de ce dernier et l'absence d'engagements chiffrés.

M. Charest a réitéré sa volonté de légiférer pour restreindre la circulation des armes semi-automatiques. C'est le drame au collège Dawson qui l'a inspiré, a-t-il précisé. Et si Jean Charest s'était prononcé contre la création du registre fédéral des armes à feu à une autre époque, aujourd'hui, il reconnaît que c'est un outil utile pour les policiers.

L'entrevue s'est déroulée sur un ton bon enfant et s'est terminée par un câlin entre M. Charest et le coanimateur Dany Turcotte qui lui proposait de le reconforter.

Le Devoir

Boisclair, victime de la «méthode du sablier»

Le chef du PQ prend ses distances par rapport au «renouveau pédagogique»

ANTOINE ROBITAILLE

début d'année. Morale de l'histoire: «Je ne vois pas pourquoi les Québécois devraient toujours être les premiers à innover en tout. [...] Sur ces questions, je suis plutôt conservateur», avait-il ajouté.

«D'ailleurs, hier, il s'est dit «extrêmement sceptique» face à ce que le ministère de l'Éducation appelle maintenant «le renouveau pédagogique».

Selon lui, «sous l'administration libérale», la réforme a connu «des dérapages» et du «flow». Il faut revenir à l'essentiel de la réforme, qui n'était pas «pédagogique» au départ, puis qu'elle portait sur le contenu et non le contenant de l'éducation. «C'était un recentrage sur les matières de base. Plus d'heures de français, plus d'heures de mathématiques, plus d'enseignement des sciences», a-t-il expliqué. Ainsi, pour réussir la réforme, il faudrait selon lui la recentrer, corriger les dérapages, «faire preuve de leadership sur la question du bulletin».

Ensuite, offrir un meilleur soutien, «en particulier dans les milieux défavorisés», notamment en diminuant les «ratio prof-élèves». Dans sa «feuille de route» — la plateforme électorale — le PQ dit vouloir garder l'école ouverte de 8 heures à 17 heures et offrir un meilleur encadrement au secondaire grâce à la création de postes de tuteur en première et deuxième secondaire.

Par ailleurs, M. Boisclair s'est avoué «renversé» par les fautes sur le blogue du Parti québécois. «Je ne veux pas faire la leçon à personne mais une des façons de respecter et de célébrer notre fierté c'est de bien écrire et parler notre langue.»

Le Devoir

26 MARS 2007

ÉLECTIONS GÉNÉRALES

VOTE PAR ANTICIPATION

18 ET 19 MARS - 9 h 30 à 20 h

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

www.electionsquebec.qc.ca



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte



ACTUALITÉS

Programme de prestations pour enfants

Ottawa veut faire plus contre la fraude

«Le contrôle de la mise en œuvre du programme doit être amélioré»

Ottawa — Le gouvernement fédéral va accentuer ses efforts pour détecter les fraudes qui auraient pu être commises dans le cadre de ses programmes de prestations pour enfants, qui totalisent neuf milliards.

Cette décision fait suite à un rapport qui établit que l'Agence du revenu du Canada fait preuve de négligence dans la lutte contre la fraude. Selon ce rapport, l'agence doit faire davantage pour s'assurer que les chèques mensuels expédiés aux familles nécessitées ne soient pas envoyés au nom d'enfants «potentiellement inexistants».

«Le contrôle de la mise en œuvre du programme doit être amélioré, pour pouvoir gérer adéquatement le risque de paiements erronés», mentionne le rapport de vérification, qui a été achevé en novembre de l'an dernier.

L'Agence a donc l'intention de commencer à vérifier les dossiers de naissance, de se servir d'ordinateurs pour analyser les activités suspectes et d'utiliser les données du recensement de 2006, récemment rendues disponibles, pour mettre au jour les réclamations factices.

Les vérificateurs ont examiné la Prestation fiscale pour enfant et les crédits pour la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente harmonisée (TVH), qui ne sont accessibles qu'aux familles et résidents à revenus bas ou modestes.

L'an dernier, le programme de prestation pour enfants a versé 9,3 milliards pour 5,3 millions d'enfants de moins de 18 ans, en vertu d'une formule complexe qui tient compte du revenu familial. Le crédit pour la TPS-TVH attei-

gnait 3,3 milliards l'an dernier, et a été accordé à 9,5 millions de contribuables à faibles revenus sous forme de paiements mensuels. Les prestations de ces deux programmes ne sont pas imposables.

En juillet dernier, le gouvernement conservateur a ajouté la Prestation universelle pour enfants au panier des programmes à l'intention des familles, mais ces paiements — qui sont imposables — n'ont pas été examinés par les vérificateurs.

Les enquêteurs ont constaté que l'Agence du revenu était extrêmement efficace dans l'envoi des chèques, mais qu'elle ne s'assurait pas suffisamment que cet argent va au bon endroit.

Selon le rapport, il est crucial que l'Agence vérifie toutes les réclamations avant de poster un chèque, parce qu'aucun des deux programmes n'est autorisé à exiger des intérêts ou des pénalités en cas de versements excédentaires, et qu'il est souvent impossible de récupérer les trop-perçus chez les Canadiens à revenus modestes.

Toujours d'après ce rapport, le programme de crédits pour la TPS-TVH connaît également certains problèmes: 250 000 personnes auraient reçu un paiement en trop atteignant 220 \$ en moyenne.

Une porte-parole de l'Agence du revenu du Canada a indiqué que des mesures ont déjà été prises pour faire appel à un plus grand nombre de spécialistes en dépistage de la fraude, et pour relier différents systèmes informatiques afin de détecter plus rapidement les problèmes.

Presse canadienne

OGM: l'industrie surestimerait les coûts de l'étiquetage obligatoire

Selon une étude critique, la pratique coûterait sept fois moins cher par an que ce que l'industrie prétend

ALEXANDRE SHIELDS

Les coûts liés à l'étiquetage obligatoire des organismes génétiquement modifiés (OGM) au Québec seraient largement inférieurs à ce qu'a toujours avancé l'industrie agro-alimentaire, selon une «évaluation critique» d'une étude commandée par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et rendue publique hier par une coalition d'organismes regroupant agriculteurs, consommateurs et écologistes.

Selon ladite étude, réalisée par Martin Cloutier, du département de management et technologie de l'Université du Québec à Montréal, les coûts d'implantation d'une telle mesure se chiffrent à 161,75 millions. Les coûts récurrents liés à son application seraient de 28,371 millions, indique le document intitulé «Étude économique sur les coûts relatifs à l'étiquetage obligatoire des filières génétiquement modifiées (GM) versus non-gm au niveau québécois».

Or une autre étude, réalisée en 2000 par l'entreprise de consultation KPMG, concluait pour sa part que «le coût total pour le consommateur serait de 700 à 950 millions de dollars par an» pour l'ensemble du Canada. Une conclusion corroborée par l'industrie agro-alimentaire. Et cette somme pourrait aisément être revue à la hausse, selon KPMG. Dans ce contexte, le Québec devrait assumer une facture d'«environ 150 à 200 millions de dollars par année», estime Eric Darier, de Greenpeace.

Le rapport présenté au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec en octobre 2006 confirme donc, selon lui, que «l'industrie de l'agro-alimentaire a grossièrement exagéré les coûts annuels de l'étiquetage obligatoire des OGM, et ceci, sans aucun doute, afin de faire peur aux législateurs pour les empêcher d'aller de l'avant avec l'étiquetage obligatoire des OGM». «En fait, l'étiquetage obligatoire des OGM coûterait sept fois moins cher par an que ce que l'industrie a toujours prétendu», a ajouté M. Darier. On considère également que l'étude du ministère sous-estime les capacités d'innovation et d'adaptation des entreprises.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Pour la mise en place de l'étiquetage des OGM, le Québec devrait assumer une facture d'«environ 150 à 200 millions de dollars par année», estime Eric Darier, de Greenpeace.

Ainsi, «ce rapport devrait lever le dernier obstacle au dépôt rapide d'un projet d'étiquetage obligatoire des OGM par le prochain gouvernement du Québec», a dit le représentant de Greenpeace, ajoutant que les deux tiers de la population québécoise y sont favorables. Il a rappelé que le Parti libéral s'était engagé, avant l'élection de 2003, à «développer une politique rendant obligatoire l'étiquetage de tous les aliments contenant des OGM, qu'il s'agisse d'aliments non transformés, d'aliments transformés ou d'intrants utilisés dans la transformation».

L'étude, présentée hier par des représentants de Greenpeace, de l'Union des consommateurs, d'Option consommateurs et de l'Union paysanne, n'a pas été commandée pour conclure si le gouvernement québécois devait aller de l'avant ou non. Mais parmi les constats qu'il dresse, le rapport indique notamment que «les consommateurs pourraient devoir subir des hausses de prix à la consommation» en raison de la mise en place de l'étiquetage obligatoire. L'étude réalisée en 2000 par KPMG soulignait qu'une réglementation à l'europpéenne ferait augmenter de 10 % les prix au détail.

«Même dans le cas où il y aurait des coûts supplémentaires pour l'étiquetage obligatoire des OGM, il serait pertinent de se demander qui de-

vrait payer, a jugé Nalini Vaddapalli, d'Option consommateurs. «Serait-ce aux consommateurs qui ne veulent pas manger d'OGM de payer?» La coalition estime que les géants de la distribution alimentaire au Québec — Loblaws, Métro et IGA — auraient les moyens de payer la somme, eux dont les revenus ont atteint 1,2 milliard de dollars pour l'exercice 2005-2006.

Le document remis au MAPAQ soutient en outre qu'un mode d'étiquetage semblable à ce qu'il se fait en Europe, où les produits qui contiennent des OGM doivent être systématiquement étiquetés, serait «peu pratique» et «difficile à mettre en œuvre», «étant donné les structures de production et de transformation agro-alimentaire, qui définissent les constances actuelles de la situation géoéconomique du Québec au Canada et des États-Unis». L'auteur du rapport souligne aussi qu'une telle mesure devrait être accompagnée d'un «ensemble de processus permettant d'assurer la traçabilité des produits».

On note également des «divergences importantes» de coûts d'un maillon de la filière agro-alimentaire à l'autre. Pour le secteur de la production, on évoque des coûts récurrents de 3,2 millions, alors que les coûts d'implantation de l'étiquetage sont difficiles à préciser. Pour la transformation, les coûts d'investissements en infrastructure pourraient atteindre 35 millions et les coûts récurrents seraient de l'ordre de 20,8 millions. Pour ce qui est du maillon distribution-commerce de détail, les coûts d'investissement atteindraient environ 123 millions et les coûts récurrents, 2,5 millions. La part initiale du gouvernement québécois serait de 3,7 millions, pour s'établir à 1,7 million annuellement par la suite.

Il n'a pas été possible de parler à un responsable du MAPAQ hier pour obtenir des commentaires. Aucun engagement officiel sur l'étiquetage n'a été pris par les libéraux pour cette élection. Le Parti québécois a dit y être favorable. L'Action démocratique n'a pas répondu. Le Parti vert et Québec solidaire s'y sont engagés. Une quarantaine de pays ont déjà mis en place un système d'étiquetage obligatoire.

Le Devoir

Parti vert

Elizabeth May se présentera contre Peter MacKay

Antigonish, N.-É. — La nouvelle chef du Parti vert du Canada, Elizabeth May, a annoncé hier qu'elle entendait être candidate dans la circonscription représentée actuellement par le ministre conservateur Peter MacKay aux prochaines élections générales fédérales.

Mme May a fait savoir hier qu'elle solliciterait l'investiture de son parti dans Central Nova, en Nouvelle-Écosse, une circonscription que le ministre des Affaires étrangères, un poids lourd du cabinet de Stephen Harper, représente depuis une décennie.

Par respect pour les militants, il y aura un vote de mise en candidature à l'occasion d'une réunion dans la circonscription le 10 avril prochain, a-t-elle aussi indiqué.

Mme May a reconnu qu'elle n'avait pas choisi la circonscription la plus facile pour se faire élire à Ottawa. M. MacKay l'a conservée par une majorité de 3300 voix au dernier scrutin fédéral, et son père, Elmer MacKay, l'a représentée du début des années 1970 au début des années 1990.

Mais elle a expliqué avoir choisi cette circonscription, de préférence à une circonscription de la Colombie-Britannique ou de l'Ontario, où elle aurait pu avoir la tâche plus facile, parce qu'elle est originaire de la région. «Je veux me présenter là où je suis à l'aise. Je veux représenter une région qui me tient à cœur».

Mme May, qui est née au Connecticut, a vécu au

Cap-Breton après avoir immigré au Canada, à l'adolescence, avec sa famille.

En novembre dernier, elle a terminé deuxième lors d'une élection complémentaire dans la circonscription ontarienne de London-North-Centre, avec 26 % des voix.

Le Parti vert du Canada n'a jamais été représenté à la Chambre des communes, mais un récent sondage le place à égalité avec ou légèrement derrière le Nouveau Parti démocratique dans les intentions de vote des Canadiens.

Des observateurs de la scène politique pensent que les libéraux — qui seraient trop heureux d'une défaite de M. MacKay — pourraient éviter de combattre trop vigoureusement Mme May dans cette circonscription.

Le leader libéral, Stéphane Dion, a nié qu'il y ait eu une entente avec le leader du Parti vert, mais il ne tarissait pas d'éloges à son endroit. «J'ai beaucoup d'admiration pour Mme May», a-t-il affirmé. Mme May a aussi nié toute entente avec les libéraux.

Aux élections de janvier 2006, les Verts avaient recueilli 4,5 % des suffrages, ce qui leur avait assuré un financement fédéral.

Mme May, une militante de longue date pour l'environnement, a été élue à la tête du parti en août dernier, avec plus de 65 % d'appuis.

Presse canadienne

Un «espion» conservateur?

Une vidéo diffusée sur le site Internet «YouTube» prend en flagrant délit d'espionnage un employé du cabinet conservateur de Stephen Harper. La cible de l'espion en question est le chef libéral Stéphane Dion. La vidéo, présentée avec la trame sonore du film *La Panthère rose*, met l'accent sur le fait que les taxes des Canadiens servent à payer l'espionnage de l'opposition officielle par le parti au pouvoir.

D'une durée d'à peine deux minutes, la vidéo montre un employé de la Chambre des communes, James Murray, en train de filmer le chef libéral Stéphane Dion, alors qu'il prononce un discours en Ontario. Une fois détecté par un militant libéral, «l'espion», arborant lunettes noires et manteau vert, prend la fuite rapidement. Un informateur prétendument conservateur rencontré par le quotidien *The Gazette* indique que ce genre d'opération fait partie des activités secrètes du Parti conservateur. L'informateur qui a désiré garder l'anonymat affirme par ailleurs que les libéraux procèdent au même type d'activités secrètes.

Presse canadienne

Chasse: le Canada se dotera de normes «historiques»

MIKE OLIVEIRA

Toronto — Dans la foulée d'un plan européen visant à déterminer si la chasse aux phoques est pratiquée sans cruauté, le Canada prépare sa réponse aux pressions internationales dans un autre dossier relatif aux droits des animaux, sous la forme d'un plan qu'un groupe parrainé par le gouvernement qualifie de «modèle pour le monde».

Même des militants pour les droits des animaux appuient cet accord sur des normes internationales pour le piégeage sans cruauté, que des législateurs provinciaux espèrent faire adopter dans tout le pays dès cette année.

Ces normes, qualifiées d'«historiques» et «uniques» par Rob Cahill, le directeur exécutif de l'Institut de la fourrure du Canada, ont été élaborées en réaction aux protestations qui ont débuté dans les années 1980 à propos de la chasse et de la trappe d'animaux sauvages au Canada et dans d'autres pays.

«Il n'existe aucun autre traité international, où que ce soit, qui réglemente la pratique de la chasse sans cruauté», a déclaré M. Cahill, dont l'organisation sans but lucratif a été mise sur pied par le gouvernement fédéral en 1983, pour effectuer des recherches et faire des recommandations au sujet de l'industrie de la fourrure.

Il y a presque 20 ans, des pays

européens avaient appuyé une déclaration bannissant le recours aux pièges à mâchoires, et prévenu les autres pays qu'ils interdiraient l'importation de fourrure de tout pays qui utiliserait cette méthode.

Soucieux de pouvoir exporter ses fourrures en Europe, le Canada a alors commencé à négocier des règlements couvrant plusieurs types de piégeage et toute une série d'animaux sauvages.

En 1997, le Canada, la Russie, les États-Unis et l'Union européenne ont convenu de développer les nouvelles normes et deux ans plus tard, le Canada et l'UE ont décidé de fixer à huit ans le délai pour leur entrée en vigueur.

Selon M. Cahill, les pays européens qui ont blâmé le Canada auparavant ont eux-mêmes du mal à respecter les délais d'application des nouvelles normes. L'Europe ne compte pas pouvoir les mettre en œuvre avant 2012, a-t-il souligné.

À son avis, le Canada a fait beaucoup plus que n'importe quel autre pays dans ce dossier, tandis que l'Europe n'a à peu près rien fait.

Des groupes de défense des droits des animaux considèrent l'entente comme insuffisante, mais l'Association canadienne du piégeage sans cruauté l'appuie, a indiqué son porte-parole Jim Bandow.

Presse canadienne

EN BREF

Baird rejette le plan vert de Dion

Le ministre de l'Environnement fédéral, John Baird, a rejeté le plan des libéraux sur les changements climatiques, le qualifiant d'effort

faible et de tactique pour enrichir le gouvernement. Il a déclaré que c'était le cinquième de Stéphane Dion et les libéraux, mais qu'il n'était pas meilleur. M. Baird a assuré que le plan des conservateurs se comparera avantageusement à celui de M. Dion. — PC

Dans le numéro de mars 2007 de L'Action nationale

BILAN CHAREST

pour vous procurer ce numéro en ligne ou pour vous abonner www.action-nationale.qc.ca

pour information 514-845-8533 ou sans frais 1-866-845-8533

Résultats des tirages du: 2007-03-17

649	13 21 23	31	449	09 10 14	05
	27 28 34	compt.(C)		32 34 44	compt.(C)
GAGNANTS			LOTS		
6/6	1	18 000 000,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+C	6	71 131,50 \$	5/6+C	0	50 000,00 \$
5/6	176	2 003,20 \$	5/6	13	500,00 \$
4/6	10 331	64,60 \$	4/6	850	50,00 \$
3/6	195 315	10,00 \$	3/6	18 009	5,00 \$
2/6+C	147 369	5,00 \$	Ventes totales:	553 011,00 \$	
Ventes totales:	21 515 776 \$		Extra	7521172*	500 000 \$
Prochain gros lot (approx.):	20 000 000 \$		*décomposable dans les deux sens		

Résultats des tirages du: 2007-03-16

77	05 06 09	23	77	7/7	1	18 292 405,00 \$
	25 32 36 39	compt.(C)		6/7+C	6	47 616,30 \$
GAGNANTS			LOTS			
6/7	146	1 956,80 \$	6/7	146	1 956,80 \$	
5/7	9 556	101,60 \$	5/7	9 556	101,60 \$	
4/7	204 951	10,00 \$	4/7	204 951	10,00 \$	
3/7+C	192 283	10,00 \$	3/7+C	192 283	10,00 \$	
3/7	1 710 291	Participation gratuite	3/7	1 710 291	Participation gratuite	
Ventes totales:	5749126*	500 000 \$	Prochain gros lot (approx.):	2 500 000 \$		
Prochain gros lot (approx.):	20 000 000 \$		Ventes totales:	24 945 702 \$		
*décomposable dans les deux sens						

PARIEZ SUR LE BASKETBALL !
DEMANDEZ LE PROGRAMME 5.
(disponible dès 12 h)

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Marc GRÉGOIRE
L'activité physique et la santé

pour le 1^{er} cycle du secondaire

Cahier • 144 pages • 20 \$
ISBN 978-2-7601-6918-0
Guide-corrige • 216 pages • 75 \$
ISBN 978-2-7601-6919-7

GUÉRIN, éditeur liblé
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

ACTUALITÉS

BOUCHER

SUITE DE LA PAGE 1

De surcroît, les délais dans l'aboutissement du projet de transformation du Palais et les dépassements de coûts (de 18 à 23 millions) qu'il a occasionnés lui ont donné, ces dernières années, une bien mauvaise image.

Louangeant le caractère «*extraordinaire*» de la nouvelle salle de concert, la mairesse a donc plaidé que la Ville avait bien fait «*de ne pas abandonner*» dans ce dossier en dépit de ses difficultés de parcours. «*Il faut distinguer les difficultés de l'échec*», a-t-elle lancé en invitant la population à être moins sévère avec les Fêtes du 400 qu'avec le Palais Montcalm.

Ovation pour Jean-Paul L'Allier

La mairesse a par ailleurs pris la peine de rendre hommage à son prédécesseur, Jean-Paul L'Allier, qui était présent dans la salle. «*L'idée, c'est le premier magistrat de l'époque qui l'a eue*», a-t-elle déclaré, déclenchant une longue ovation à laquelle elle n'a d'ailleurs pas eu droit à la fin de son propre discours.

Et de souligner que cet équipement municipal était la propriété de tous. C'est en outre dans cet esprit qu'une part des billets avaient été distribués gratuitement dans la population par l'entremise des médias locaux.

Le programme des Violons du Roy présenté samedi soir comprenait des pièces de Haendel, Vivaldi et Gemiani. L'ensemble était accompagné à merveille par le mezzo soprano torontoise Krisztina Szabo. La chanteuse Julia Migenes assumait quant à elle la seconde partie avec des interprétations lyriques du répertoire pop.

Rencontré quelques minutes après sa performance, le directeur artistique des Violons, Bernard Labadie jubila: «*Je suis très, très heureux. C'est la salle dont nous rêvions. Pas juste pour les Violons, mais pour Québec*». Et de rencherir sur les propos de la mairesse Boucher: «*Il faut arrêter de dire que les concerts de musique classique, ça coûte cher. Au contraire, ça coûte moins cher que bien des shows d'humoristes*...»

A ceux qui soutiennent que l'argent public investi dans des équipements comme le nouveau Palais Montcalm devrait plutôt être injecté dans les hôpitaux, M. Labadie rétorque: «*qu'une société en santé, c'est aussi une société ouverte à l'art*» et que la musique est «*une autre façon de prendre soin des gens*».

Lui aussi très enthousiasmé par la nouvelle salle, l'ancien maire Jean-Paul L'Allier a rappelé au *Devoir* le rôle clé joué par Bernard Labadie dans ce projet. «*L'idée de la Maison de la musique a fait son chemin avec Bernard Labadie*», a-t-il raconté tout en soulignant que la Ville souhaitait aussi empêcher la construction en lieu et place d'un casino, comme le proposait alors Loto-Québec. «*L'idée c'était d'ancrer Bernard Labadie et les Violons du Roy à Québec, au même titre que Robert Lepage*», a-t-il poursuivi.

Collaboratrice du Devoir

Rectificatifs

Il y avait une erreur dans le nom de l'auteur de l'article «*Les gangs de rue, un échec pour les Haïtiens*», publié dans nos pages le jeudi 15 mars. L'auteur se nomme Jean Numa Goudou et non Jean Numa Goudo, comme nous l'avions indiqué. Toutes nos excuses.

Dans le texte «*Wolfowitz et la tuberculose*» paru en page Idées du *Devoir* du mercredi 14 mars 2007, il aurait fallu écrire que c'est l'émergence de la tuberculose multirésistante, et non de la tuberculose ultrarésistante, qui touche d'un demi-million à un million de personnes dans le monde. On estime que la tuberculose ultrarésistante, plus mortelle, touche moins de 10 000 personnes.

KAHN

SUITE DE LA PAGE 1

C'est pourquoi Adam Smith et ses contemporains avaient prévu un libéralisme politique allant de pair avec le libéralisme économique, qui laissait le champ ouvert à la dénonciation des inégalités les plus choquantes afin de les maintenir à un niveau acceptable et ainsi éviter les révoltes populaires qui pourraient déstabiliser le système.

Cette dernière thèse a toutefois été battue en brèche dans les années 1960 sous l'impulsion de l'école économique de Chicago, qui fait de «*la masse monétaire, imposée de manière exogène par des établissements bancaires autonomes, le régulateur de l'économie, et non son intermédiaire, soit l'outil privilégié du commerce*», rappelle Axel Kahn. *Produire pour s'enrichir devient un concept dépassé, le nouveau mot d'ordre étant de créer de la valeur, [...] à court terme si possible, et quels qu'en soient les moyens [...] pour satisfaire les actionnaires dont l'enthousiasme sera décuplé par la perspective de licenciements*.

Une croyance ancrée dans la biologie

Pour les tenants de la doctrine libérale, «*la poursuite de ses intérêts égoïstes constitue le déterminant principal des actions humaines*». Les fondements du libéralisme seraient en fait inhérents à la nature humaine. Plus encore, ils seraient soumis aux mécanismes de la sélection naturelle darwinienne. Ainsi, les combats économiques et sociaux seraient comparables à la lutte pour la vie dans la nature sauvage. «*Dans l'un comme dans l'autre cas, la victoire des plus aptes et l'élimination des inaptés sont censées constituer le moteur essentiel du progrès qu'il ne faut perturber à aucun prix*», indique Axel Kahn. Pas question par conséquent de venir en aide aux entreprises menacées de disparition, ou de protéger par des dispositifs solidaires des segments de la population plus faibles, voués à la défaite. «*Dans la logique commerciale, toute politique d'entraide est contreproductive*».

«*La conviction que cette pensée libérale est fondée sur des processus naturels et l'ivresse engendrée par son efficacité et ses succès expliquent ses dérives messianiques, comme celles des néoconservateurs américains et de George Bush, pour lesquels le peuple américain a reçu la mission divine de convertir le monde entier aux prescriptions de la loi naturelle fondée sur la libre entreprise, la concurrence commerciale sans entraves et le respect scrupuleux des*

BUDGET

«*Ce qu'on recherche, c'est un règlement sur la fiscalité, pas juste un règlement monétaire*», dit André Boisclair

SUITE DE LA PAGE 1

reconnaissance du Québec comme nation, l'entente sur la santé (4,2 milliards sur six ans), le rapatriement de la responsabilité des congés parentaux, l'entente de mobilité de la main-d'œuvre avec l'Ontario, la protection de la diversité culturelle à l'UNESCO et la contribution de 350 millions pour le plan de lutte contre les changements climatiques.

La souveraineté facilitée?

Mais pour le chef péquiste, André Boisclair, le mérite d'un règlement du déséquilibre fiscal devrait revenir aux souverainistes. «*À Gilles Duceppe, qui a mené une vraie bataille à la Chambre des communes. [...] À Bernard Landry, lorsqu'il était ministre des Finances, qui [a pris] son bâton de pèlerin, qui est allé parler du déséquilibre fiscal à ses homologues des autres provinces*», a affirmé M. Boisclair en après-midi au Théâtre L'Espace Go, où il avait rappelé ses priorités en matière de culture. Décidément élogieux à l'égard de son prédécesseur, M. Boisclair a rappelé que Bernard Landry avait aussi obtenu «*la meilleure entente*» sur le financement de la santé, à l'époque où Jean Chrétien était premier ministre fédéral.

Il a répété que c'étaient «*les souverainistes qui avaient mis cette question sur la table*». «*C'est parce que les souverainistes ont fait des pressions que M. Harper a pris ce genre d'engagement. Nous allons récolter le fruit de mois de travail, d'années de travail, s'il y a un règlement*», a-t-il dit.

M. Boisclair a aussi affirmé que ce règlement faciliterait la souveraineté du Québec. «*On sera juste mieux placés pour faire la souveraineté du Québec. [...] On aura encore plus de moyens pour la faire, encore plus d'outils pour pouvoir construire ce pays. Les choses seront d'autant plus simplifiées*», a-t-il insisté.

Encore faut-il que le résultat soit satisfaisant, a précisé le chef péquiste. Or, pour qu'il le soit, la barre a été placée haut par lui et la classe souverainiste. D'abord, il faudrait selon M. Boisclair que la solution soit accompagnée d'une dévolution fiscale «*pour éviter que l'exercice soit à reprendre tous les trois ans ou*

tous les cinq ans». Sans règlement de cette dimension, le Québec serait contraint périodiquement de réclamer son dû à Ottawa. «*Est-ce que c'est ça, l'avenir du Québec? Ce qu'on recherche, c'est un règlement sur la fiscalité, pas juste un règlement monétaire*». Ensuite, le règlement devra correspondre à une des évaluations effectuées par le Conseil de la fédération déjà évoquée par le ministre des Finances, Michel Audet, à l'Assemblée nationale: on y fixait le règlement à 3,9 milliards «*annuellement*», a spécifié le chef péquiste hier. Enfin, M. Boisclair a réclamé des transferts de points d'impôt.

Selon lui, le problème de fond demeure le même: «*Nous nous sommes fait imposer il y a 25 ans par le peuple canadien une Constitution qui a été rejetée par le quart de la population canadienne, à savoir nous les Québécois*». Il n'a pas manqué aussi de décocher une flèche à l'endroit du chef adéquiste Mario Dumont, qui a appuyé le budget de lundi avant même d'en avoir pris connaissance. «*Ce qui est clair, c'est qu'il y a de la confusion chez les fédéralistes; nous, on parle d'une même voix*», a-t-il assuré,

précisant plus tard que les bloquistes de Gilles Duceppe travaillaient de concert avec le PQ sur cette question. Il a toutefois refusé de s'avancer sur la stratégie d'adoption ou d'opposition au budget.

Charest reste imprécis

Quant à Jean Charest, il a refusé d'établir un plancher ou même les critères afin de mesurer à quel point le règlement du déséquilibre fiscal présenté aujourd'hui serait satisfaisant. Il semblait vouloir réduire les attentes. «*Est-ce que ça va régler le déséquilibre fiscal pour toujours? Ça m'étonnerait que tout soit réglé dans un seul budget*», a-t-il noté. Ce dossier prioritaire s'inscrit dans «*une stratégie globale qui doit se poursuivre*», selon lui.

«*Défendre les intérêts du Québec, ce n'est pas improviser. Ce n'est pas sortir un lapin du chapeau. C'est connaître nos responsabilités et préparer le terrain pour avoir des résultats*», a rappelé Jean Charest.

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

Boisclair réplique à gauche et à droite

ANTOINE ROBITAILLE

Taxé de parti de la «*gau-gauche*» coûteuse par l'ADQ et de supputé de la droite par Québec solidaire, le Parti québécois est plutôt «*à la bonne place*» parce qu'il possède la «*meilleure synthèse*», a soutenu André Boisclair, hier en soirée, de passage dans son ancienne circonscription de Gouin.

Plus tôt dans la journée, le chef péquiste avait multiplié les appels aux «*progressistes*», aux féministes, aux pacifistes, aux altermondialistes, pour qu'ils se rallient au Parti québécois devant les risques que comporte la création d'un axe Dumont-Harper.

L'ancien chef Jacques Parizeau, en après-midi dans Laprairie, a déclaré que le PQ restait le parti le plus progressiste dans notre société (voir page A 2). Plus tôt, la co-porte-parole de Québec solidaire, Françoise David

avait soutenu le contraire: «*Le PQ n'est plus progressiste depuis longtemps, ce sont ses dirigeants de droites qui m'ont conduit à faire de la politique*» pour défendre des idées de gauche, a-t-elle déclaré. «*Le mot progressiste sonne faux dans la bouche de monsieur Boisclair*» a pour sa part affirmé l'autre porte-parole, Amir Khadir.

Au chef adéquiste Mario Dumont, qui a violemment pris à partie le PQ pour son «*virage à gauche*», le qualifiant de «*gau-gauche*» (voir page A 3), André Boisclair a répondu qu'en voulant abolir les commissions scolaires et les conseils d'agglomération, Mario Dumont «*casserait le Québec en deux*», créerait des flots d'égoïsme et «*des écoles de riches pour des gens qui vivent dans des villes riches*».

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

CHARGE

ner argent et ressources directement aux écoles tient de la «*vision simpliste, voire populiste*», a dénoncé le président de la CSQ, Réjean Parent. «*Ça laisse croire à plus d'efficacité, mais, en réalité, c'est exactement l'inverse qui se produirait, en plus de mener à la fermeture d'une série d'écoles de villages*», a-t-il indiqué, martelant le fait que la menace adéquiste se résumait à une fuite vers le «*zéro dialogue social*».

Haussant le ton, le président du SPGQ a invité ses membres, de même que la population, à ne pas se laisser bernier par les visions libérales et adéquistes le jour du scrutin. «*Il ne faudra pas que l'isolement soit une forme d'instrument d'isolement social!*», a tonné Gilles Dussault.

Alors que la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) a franchi une ligne très claire en appuyant le Parti québécois, les syndicats membres du SISP affirment ne pas pencher encore pour une cette voie partisane. Ils ont ainsi refusé hier de donner un bulletin chiffré aux plates-formes et propos des trois partis qu'ils ne rejettent pas, repoussant aussi l'idée de les ordonner du meilleur au pire.

La présidente de la FIQ, Lina Bonamie, en a toutefois assez d'entendre dire qu'un «*certain parti politique a envoyé un grand nombre d'employés à la retraite il y a dix ans*», comme elle l'a affirmé, prenant ainsi la défense du PQ. «*Ça s'est passé il y a 10 ans! Ce qui s'est fait il y a 10 ans, on est tannés d'en entendre parler. Ces gens-là seraient partis à la retraite de toute façon. Ce qui nous intéresse, c'est ce qui nous attend demain*».

Ironie du sort la plus complète, pendant que les quatre chefs syndicaux répondaient aux questions sur l'apparente absence de ligne partisane de leur exécutif respectif, l'autobus de campagne du chef du PQ, André Boisclair, attendait paisiblement au bas de l'hôtel montréalais choisi pour effectuer le point de presse. «*C'est un pur hasard!*», se sont défendus les représentants syndicaux, sourire en coin. L'autobus attendait en effet le retour du chef, simplement allé participer à la parade de la Saint-Patrick, quelques rues plus loin.

Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

Au terme d'un mois de campagne, et après avoir entendu les chefs des trois partis qui ont accepté de les rencontrer, les syndicats estiment que voter pour un gouvernement libéral ne pourrait que «*déconstruire et affaiblir encore davantage l'État québécois*». Conduire l'équipe de Mario Dumont au pouvoir constituerait «*un danger encore plus réel*».

Pour illustrer leurs propos, les chefs syndicaux ont évoqué l'idée d'abolir les commissions scolaires, les avancées et les propositions en matière de privatisation des soins de santé ou la réduction de la taille de l'État. «*Le premier ministre parle d'ajouter 2000 infirmières et 1500 médecins dans le réseau de la santé, mais ça correspond exactement aux inscriptions dans nos facultés*», a lancé Mme Bonamie. «*Ce n'est pas un mensonge, mais est-ce vraiment une promesse? Ce dont nous avons besoin le plus vite possible, c'est de 2000 médecins et de 4000 infirmières!*»

Portée par le parti de Mario Dumont, l'idée de faire disparaître les commissions scolaires pour redon-

règles du marché.»

«*Le libéralisme est une totale illusion*», lance Axel Kahn. *Il accroît le fonctionnement, voire l'efficacité de l'économie certes, mais si la société ne fixe pas d'objectifs, de mesures sociales — le pire arrivera certainement*».

«*Il faut assigner à l'action humaine non seulement l'efficacité des moyens de développement — si c'est ce parti qui a été privilégié —, mais aussi leur mobilisation en faveur de tous, y compris des générations futures. Homo oeconomicus peut-être, mais aussi au service des autres, être moral se fixant des fins, délivré de l'illusion selon laquelle il peut s'en dispenser et se contenter de poursuivre son intérêt et de préoccuper seulement de son développement personnel, comme l'y incite l'air du temps*», affirme-t-il pour dénoncer cette illusion selon laquelle toute politique d'entraide serait inutile.

Le socialisme ne doit toutefois pas s'exercer au détriment de la liberté humaine, prévient le scientifique-philosophe qui voit tout de même dans le libéralisme un moyen de redonner le pouvoir à l'humain. Parmi les nombreuses objections qu'Axel Kahn formule à l'encontre d'Homo oeconomicus figure d'abord l'idée selon laquelle l'intérêt de l'humanité dans son ensemble, voire le bonheur de ses membres, impose la fuite en avant du «*produire toujours plus*».

«*L'illusion selon laquelle les mécanismes autocorrecteurs de la société libérale et les effets du doux commerce seraient de nature à limiter l'accroissement des inégalités et à éviter des guerres et des conflits mérite d'être dénoncée*», dit-il.

«*Le progrès nû par l'égoïsme sacré, vanté par les pères de la pensée libérale, ne porte guère au souci des générations futures*», poursuit-il. L'accroissement continu de la production s'est réalisé sans aucun souci de la préservation de l'environnement. Avec pour conséquences la destruction des espèces sur terre et en mer, la déforestation, l'effet de serre et les changements climatiques qui en découlent, l'accumulation de déchets toxiques d'origine chimique engendrés par l'activité industrielle et agricole.

La mondialisation des échanges commerciaux, qui était inévitable dans la logique économique libérale, favorise le développement de tensions, des violences sociales et du terrorisme, souligne Axel Kahn. Car «*la pression est considérable dans tous les pays pour imposer aux travailleurs une augmentation de productivité sans progression salariale. Qui plus est, la délocalisation des activités de production vers des bassins d'emplois à faibles coûts salariaux et à protection sociale rudimentaire*

anéantissent toutes les revendications sociales. Il s'en suit une marée montante d'agressivité et de violence en réaction aux discriminations et aux inégalités engendrées».

Réduction des valeurs

La conception selon laquelle la poursuite par chacun de son intérêt économique constitue le seul moteur indiscutable de l'action humaine aboutit par ailleurs à une redoutable réduction des valeurs à leur dimension marchande, dénonce le D^r Kahn. La réduction des valeurs immatérielles d'ordre moral et esthétique à leurs dimensions économiques et techniques a conduit à des situations inacceptables pour ce généticien qui a été membre du Comité consultatif national d'éthique en France. «*Les gènes sont des entités naturelles codant des propriétés biologiques des êtres vivants. Ils n'ont donc pas été inventés par les chercheurs qui en ont déterminé la composition. Pourtant, près d'un million de séquences génétiques d'origines diverses, humaines et non humaines, font l'objet de demandes de brevets, dont quelques milliers ont déjà été accordés. Et les biotechnologies modernes font espérer un marché qui pourrait atteindre les 400 à 500 milliards de dollars dans la décennie qui vient*», précise-t-il. *Dès lors, l'idée s'impose insidieusement qu'une telle stratégie, d'un intérêt économique tel qu'elle en acquiert une consistance de réalité, ne peut être franchement mauvaise...*

Et il en est de même pour tous les domaines — clonage humain, vente d'embryons testés — où une avancée scientifique et technique est valorisable et susceptible de déboucher sur un marché profitable, peu importe si le projet soulève des objections morales.

Dans le milieu culturel, les œuvres d'art ne sont plus jugées à l'aune de leur valeur esthétique, mais sont réduites à leur cote sur le marché de l'art. Tel artiste sera porté aux nues par simple effet de mode.

Aussi, la dignité, une valeur qui n'a pas de prix, tend de plus en plus à adopter une dimension comptable. Il en résulte que «*l'on traite de vieux cons les personnes âgées dont la capacité productive est nulle, qui coûtent et ne rapportent rien*». Jadis, le grand âge était synonyme de sagesse, de lieu où était conservée la connaissance. Aujourd'hui, dans notre société dont «*l'idéal est d'être beau, jeune, actif et productif, la vieillesse est une déchéance qu'il serait légitime d'éviter en reconnaissant à chacun le droit de mourir, en autorisant l'euthanasie librement consentie*», fait remarquer le médecin.

«*Le succès économique de la plus méprisable des entreprises, du projet le plus vulgaire, du personnage le plus*

grossier leur assure ipso facto une respectabilité qui, s'articulant avec leur richesse, en accroît le pouvoir et l'influence sur la société. Dans les milieux défavorisés, l'observation d'une déconnexion entre la réussite financière et l'école aboutit à une dévalorisation du savoir. Le phénomène a même des répercussions sur le choix des carrières par les jeunes plus favorisés. La réussite vantée et vécue se confond avec la position rémunératrice, alors que le prestige de la connaissance et de la science en elles-mêmes est en chute libre», écrit Axel Kahn.

En tout lieu et en toute chose, l'accumulation des richesses est devenue la finalité, alors qu'elle devait à l'origine n'être que le moyen, souligne M. Kahn.

L'imposition d'un modèle dominant a aussi pour effet d'uniformiser, de standardiser la culture. Or «*l'histoire témoigne de la fécondité de l'hybridation culturelle, alors que l'homogénéisation nuit à la fécondité des échanges, puisque c'est de la confrontation que naît l'idée*». L'évolution vers un schéma standard de pensée, vers une culture unique, favorise par ailleurs le communautarisme au sein de certaines sociétés (on pense à l'islamisme), fait remarquer l'auteur. Celles-ci se referment alors sur elles-mêmes derrière des barrières étanches qui empêchent l'échange et ce dialogue enrichissant, qui a été le grand moteur du progrès des civilisations. Et, là encore, la richesse des cultures est réduite à l'état de marchandise, elle devient exotisme distrayant pour touristes en mal de dépaysement.

Dans son livre, *L'Homme, ce royaume pensant* publié chez Nil éditions, Axel Kahn s'applique à définir le «*propre de l'homme*», qui malgré sa grande proximité sur le plan génétique avec le chimpanzé, voire la souris, se distingue par «*la responsabilité de s'imposer un devoir et de s'y conformer*». Aux yeux du scientifique, cette notion de responsabilité est centrale, car «*elle constitue le moyen de refonder un humanisme non essentialiste [non réduit au déterminisme] dans une perspective agnostique*».

«*Les relations économiques ont joué, jouent et joueront un rôle essentiel dans la structuration, le fonctionnement et l'évolution des sociétés humaines*, admet Axel Kahn. *La poursuite par tout être de son intérêt est incontestable. En ce sens la mobilisation à cet effet des capacités marchandes de l'homme ne peut nous étonner. Il revient cependant aussi à chacun de faire des choix, de se fixer des buts qui ne pourront prétendre à une valeur universelle s'ils n'incluent pas le souci de l'autre*».

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333

Par télécopieur 514-985-3360

Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399

Par télécopieur 514-985-3390

Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344

Par télécopieur 514-985-3340

Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322

Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355

du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30

Par télécopieur 514-985-5967

Par courrier abonnements@ledevoir.com

Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346

Par télécopieur 514-985-3390



SKI ALPIN
Nicole Hosp remporte
la Coupe du monde
Page B 4



FIFA
Car-Men remporte
le Grand Prix
Page B 8

CAHIER
B

LE MONDE



François Brousseau

50 ans

« Il faut rendre la guerre impossible. Éviter que mes deux enfants n'aient à sacrifier leurs vies dans une autre guerre contre l'Allemagne. » Regardant dans les yeux son homologue allemand Konrad Adenauer, c'est par ces mots que le premier ministre français Pierre Mendès France avait appelé de ses vœux la constitution d'une communauté politique européenne. Le moment de cet appel angoissé: l'été 1954, lors de l'échec retentissant du projet de « Communauté européenne de défense ».

L'épisode apparaît rétrospectivement comme une sorte de prélude au Traité de Rome de mars 1957, qui instituait, avec succès cette fois — mais sans aucune composante militaire — la Communauté européenne... la Communauté économique européenne.

Cette communauté, devenue en 1992 « Union européenne », fêtera dimanche prochain son demi-siècle, lors d'un grand sommet commémoratif à Berlin. « Fêtera »: le mot est fort, puisque l'humeur communautaire n'est pas vraiment à la fête en 2007.

Après le « non » retentissant (et démocratique), en mai 2005, des Français au projet de Constitution conçu par l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, l'Europe est tombée dans une sorte de catalepsie. Sans être totalement paralysée ni frappée à mort par ce rejet, disons qu'elle s'est mise, depuis deux ans, sur le pilote automatique. Sans projet politique précis, qu'il s'agisse de l'« élargissement » (toujours plus de pays membres) ou de l'« approfondissement » (toujours plus de pouvoirs pour Bruxelles), mais avec un Parlement qui continue de parlementer, des fonctionnaires qui continuent de fonctionner, des règlements qui continuent de réguler...

Pourtant, les difficultés réelles de l'Union européenne en 2007 ne doivent pas faire oublier que cet immense ensemble inachevé, malgré ses panes, ses échecs et sa crise d'identité, et avec ses panes et ses échecs, n'en reste pas moins un succès historique, doublé d'un espoir vivace et persistant pour l'avenir.

« Rendre la guerre impossible »: cela, l'Europe l'a fait de façon admirable. La question de la réconciliation franco-allemande — si obsessionnelle dans les années 50 et 60, avec le souvenir encore chaud, à l'époque, des ruines fumantes de Berlin en 1945 — n'en est plus une aujourd'hui. Les blocs de l'Est et de l'Ouest ont disparu. Il serait totalement inimaginable, aujourd'hui, que l'Allemagne et l'Italie se liguent pour déclarer la guerre à la France et à la Grande-Bretagne. Donc les motivations qui ont présidé à l'avènement de la communauté européenne ne sont plus à l'ordre du jour en 2007.

Mais si la guerre entre États européens est inconcevable aujourd'hui, d'autres types de « guerres » guettent l'Europe à l'orée du XXI^e siècle: guerres « sociales », guerres larvées, intérieures aux sociétés occidentales — « guerres » qui ne sont d'ailleurs pas exclusives à l'Europe, mais que l'Europe vit sans doute plus intensément que le reste du monde.

C'est la guerre sur l'inégalité des conditions des citoyens qui la composent, lorsque l'on compare le niveau de vie d'un Allemand et celui d'un Bulgare (du quatre ou cinq pour un). C'est la guerre sur l'immigration et la libre circulation des citoyens dans l'Union. La guerre sur le « modèle social » des États. La guerre contre la stagnation économique qui affecte certains des membres de l'Union, mais pas tous. La guerre sur la cohabitation pluriethnique, parfois difficile, dans les grandes villes.

Et c'est aussi la guerre économique à l'échelle mondiale.

Il est remarquable que lorsqu'on dit « stagnation économique en Europe », on est loin d'avoir tout dit. Car la réalité européenne — y compris parmi les plus riches — est extrêmement diversifiée: des pays comme la Suède et l'Irlande tirent leur épingle du jeu, tandis que la France et l'Italie souffrent, et que l'Allemagne — après un douloureux passage — revient aujourd'hui en force. Comme l'écrit cette semaine *The Economist*, les succès et les échecs économiques des pays européens restent d'abord... des phénomènes nationaux, malgré la monnaie commune, malgré cinquante ans d'intégration.

Un débat existe sur la question de savoir s'il y a « trop d'Europe » (trop de pouvoirs à Bruxelles, au détriment des États-nations), ou encore si l'élargissement effréné (27 membres depuis le début janvier, après l'inclusion de la Bulgarie et de la Roumanie) n'est pas allé trop vite, ou trop loin. Avec à la clé des questions concrètes comme celle de savoir si — oui ou non — un pays comme la Turquie est « européen »... ou pourra le devenir d'ici 10 ou 15 ans.

Tout cela n'est pas sans intérêt... Mais plus importantes sont sans doute les questions suivantes: quel sens a l'Europe pour le demi-milliard d'individus qui la composent aujourd'hui? Quelle influence aura l'Europe dans le monde du XXI^e siècle, à l'heure du déclin des États-Unis et de la fulgurante montée de la Chine? Comment préserver la souveraineté des nations, tout en composant, sur les plans stratégiques et économique, un bloc à même d'en imposer, d'ici à 2030, aux deux autres géants?

Voilà des questions qui devraient intéresser tous les Européens... et bien au-delà, tous les citoyens du monde qui s'interrogent sur leur propre avenir.

François Brousseau est chroniqueur et affectataire responsable de l'information internationale à la radio de Radio-Canada.

francobrousseau@hotmail.com

Nouveau gouvernement palestinien d'union nationale

Israël durcit le ton tandis que Washington modère le sien

ADAM ENTOUS

Le nouveau gouvernement palestinien d'union nationale associant le Hamas et le Fatah s'est réuni hier pour la première fois, Washington montrant un certain assouplissement à l'égard de ce cabinet alors qu'Israël restait fermement campé sur ses positions en appelant la communauté internationale à suivre son exemple en boycottant le nouveau gouvernement palestinien.

Après avoir approuvé la composition de ce cabinet d'union nationale, le président de l'Autorité palestinienne, le modéré Mahmoud Abbas, a invité la communauté internationale à lever ses sanctions finan-

cières pour lui faciliter la tâche. Mais Ismaïl Haniyeh, le premier ministre palestinien issu du Hamas, a revendiqué haut et fort durant le débat d'investiture de son équipe son droit à la « résistance sous toutes ses formes » contre l'occupation israélienne.

Israël aussitôt réagi en traduisant « la résistance, c'est le terrorisme » et en annonçant qu'il ne travaillerait pas avec un gouvernement qui ne reconnaît pas son existence, comme l'exigent aussi les médiateurs internationaux du Quartet — ONU, Russie, États-Unis et Union européenne.

L'UE envisage de reprendre son aide aux Palestiniens, la France et la Grande-Bretagne estimant notamment judicieux de récompenser par un « geste »

la mise en place d'un gouvernement d'unité qui n'est plus monopolisé par le Hamas. Entre ces deux lignes diplomatiques, Washington a adopté une position intermédiaire.

Dans une interview à la chaîne de télévision CNN, le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, Stephen Hadley, a déclaré que Washington refusait de discuter avec le nouveau gouvernement palestinien tant qu'il ne respecterait pas les trois principes fixés par le Quartet: renoncement à la violence, reconnaissance d'Israël et des accords de paix passés.

VOIR PAGE B 2: ISRAËL



Avec le changement proposé, c'est tout le partage de la rente pétrolière qui serait bouleversé.

À qui appartiendra le pétrole irakien?

La loi sur les hydrocarbures retirerait la majorité des gisements de pétrole du contrôle de l'État

CLAUDE LÉVESQUE

L'Irak pourrait perdre une bonne partie du contrôle qu'il exerce sur sa principale richesse, le pétrole, si ses élus adoptent rapidement, comme on leur demande, une nouvelle loi sur les hydrocarbures.

Depuis des mois, le gouvernement américain fait pression sur le premier ministre, Nouri al-Maliki, pour qu'il fasse voter cette loi avant l'été, faute de quoi il menace de lui retirer son soutien.

Le régime proposé prévoit la redistribution équitable par l'État central de ses revenus pétroliers entre toutes les régions du pays, celles qui possèdent des réserves d'or noir comme celles qui en sont privées. Là n'est pas le problème. Cela fait l'unanimité chez ceux qui veulent éviter l'éclatement de l'Irak.

D'autres clauses du projet de loi se heurtent cependant à une vive opposition de la part de certains partis, des principaux syndicats irakiens et de plusieurs activistes occidentaux. Ces dispositions visent à retirer la majorité des gisements de pétrole du contrôle exclusif de l'État, permettant ainsi aux sociétés étrangères de les exploiter avec beaucoup de liberté pendant des décennies.

En Irak, comme dans la plupart des autres pays producteurs du Moyen-Orient, c'est une société d'État qui exploite elle-même les puits de pétrole depuis les années 60. Dans cette région, les sociétés étrangères négocient principalement des contrats de mise en marché du brut. Elles peu-

vent aussi fournir des services spécialisés pendant des périodes relativement courtes.

Avec le changement proposé, c'est le partage de la rente pétrolière qui serait bouleversé, l'État cédant une part importante du produit de la vente de brut, se contentant de simples redevances.

En ouvrant plus en amont la filière à des intérêts privés et étrangers, l'État perdrait en outre la maîtrise du niveau de sa production. En théorie, l'Irak est toujours membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) même s'il n'est pas soumis au système de quotas du cartel en raison de la faiblesse de sa production. Avec le nouveau régime, il y a toutes les raisons de croire que la rupture serait consacrée.

Presque une privatisation

Cet aspect de la question est très rarement abordé par les grands médias à un moment où, pourtant, le débat sur la guerre en Irak s'intensifie à Washington. La future loi irakienne sur le pétrole et le gaz est bel et bien présente dans la joute politique que l'on se livre au Capitole, mais elle est presque toujours présentée sous son aspect positif (la péréquation à l'intérieur de l'Irak).

Antonia Juhasz, une activiste californienne travaillant pour Oil Change International, un « chien de garde » de l'industrie pétrolière, a montré l'autre côté de la médaille lundi dernier en publiant dans les pages du *New York Times* un article intitulé « Whose oil is it anyway? » (« C'est à qui ce pétrole? »).

VOIR PAGE B 2: PÉTROLE

La Maison-Blanche répond aux opposants à la guerre

JEAN-LOUIS SANTINI

Washington — L'administration Bush a défendu avec force hier sa stratégie d'envoi de renforts en Irak, alors que les démocrates majoritaires au Congrès s'efforcent de mettre fin à cette guerre de plus en plus impopulaire aux États-Unis et que les opposants à la guerre en Irak prenaient le relais à New York, et ailleurs aux États-Unis, des dizaines de milliers de manifestants qui ont défilé samedi à Washington et Los Angeles.

Pour le secrétaire à la défense, Robert Gates, l'envoi de plus de 25 000 soldats américains supplémentaires depuis le début de l'année, doit permettre de donner du temps aux Irakiens pour assurer eux-mêmes leur sécurité. « Nous leur donnons davantage de temps. C'est le sens de cette stratégie », a-t-il affirmé hier dans une interview sur la chaîne ABC.

« Nous pouvons [ainsi] les aider [...] à rendre leurs forces militaires capables d'assurer leur sécurité », a-t-il ajouté. Robert Gates est resté très prudent sur les premiers résultats de la nouvelle stratégie et ses chances de succès. « Je pense qu'il est très tôt », mais « jusqu'à présent ça se passe bien », a-t-il estimé.

« Le général Petraeus, qui commande les forces en Irak, a dit qu'on ne saura probablement pas avant l'été si nous avons réussi ou si nous avons échoué », a rappelé M. Gates. « Les Irakiens respectent leurs engagements » à l'égard des États-Unis, s'est aussi félicité le secrétaire à la Défense, précisant notamment qu'ils fournissent les troupes promises et qu'il n'y avait pas d'ingérence politique dans les opérations de sécurité.

Le conseiller à la sécurité du président Bush, Stephen Hadley, a lui aussi estimé sur la chaîne CNN hier que le premier ministre Nouri al-Maliki, dont le Congrès et la Maison-Blanche avaient critiqué l'impuissance ou le double-jeu, avait « gagné en confiance en soi et en compétence ».

M. Gates a aussi critiqué les efforts des démocrates pour forcer le président à s'engager sur un calendrier de retrait des troupes. Selon lui, le projet de loi budgétaire démocrate à la Chambre vise surtout « à un retrait [des troupes] sans tenir compte des circonstances sur le terrain » plutôt que de créer une situation favorisant une réconciliation nationale en Irak.

VOIR PAGE B 2: GUERRE



Les manifestations contre la guerre se sont poursuivies hier aux États-Unis, notamment à New York et à San Francisco (notre photo).

LES SPORTS

Patinage de vitesse sur courte piste

L'équipe canadienne est couronnée championne du monde

Budapest, Hongrie — L'équipe masculine canadienne de patinage de vitesse courte piste a été sacrée championne du monde, hier, aux Mondiaux par équipe.

La formation canadienne composée des Québécois Charles Hamelin, de Sainte-Julie, ainsi que des Montréalais Olivier Jean, François-Louis Tremblay, Jean-François Monette et Marc-André Monette a récolté 43 points pour devancer la Corée du Sud (33 points) et l'Italie (26 points). Le Canada a ainsi décroché un huitième titre mondial par équipe chez les hommes. Les Sud-Coréens étaient les champions en titre.

L'équipe canadienne féminine a quant à elle terminé troisième. Les Québécoises Kalyna Roberge, de Montréal, Anne Maltais, de Québec, Amanda Overland, de Kitchener, en Ontario, Annik Plamondon, de Longueuil, et Nita Avrih, de Montréal, ont récolté 23 points, ce qui fait qu'elles n'ont été devancées que par les Sud-Coréennes (56 points) et les Chinoises (28 points).

«Les gars ont tous fait un excellent travail et il n'y en a aucun qui s'est démarqué plus qu'un autre. Ils

ont tous contribué à cette victoire et ce matin [dimanche], ils la voulaient vraiment», a indiqué Yves Hamelin, directeur de programme de l'équipe nationale de courte piste. Les patineurs québécois ont fait le plein de points en signant quatre victoires sur 500 m. Hamelin s'est ensuite imposé au 3000 m et le Canada s'est assuré le titre mondial avant même de participer au relais, où il a terminé deuxième.

Chez les femmes, les Sud-Coréennes ont signé leur 10^e triomphe par équipe, un sixième de suite, notamment grâce aux victoires de Jung Eun-ju aux épreuves du 500 m, du 1000 m et du 3000 m. La disqualification de Kalyna Roberge au 500 m, à la suite d'un dépassement contre une Chinoise, a fait toute la différence pour la formation canadienne féminine selon Hamelin.

Les patineurs canadiens seront de retour au pays cette semaine et ne reprendront l'entraînement qu'au mois de mai.

Associated Press
Presse canadienne



DENIS BALIBOUSE REUTERS

L'Autrichienne Nicole Hosp s'est assurée d'une victoire à la Coupe du monde de ski alpin en remportant, hier, le dernier slalom géant.

SKI ALPIN

Nicole Hosp remporte la Coupe du monde

Emily Brydon termine 19^e et Geneviève Simard, 21^e

Lenzerheide, Suisse — L'Autrichienne Nicole Hosp a remporté hier la Coupe du monde de ski alpin après avoir gagné le dernier slalom géant de la saison. Son équipière Marlies Schild, qui lui avait abandonné la tête du classement après une performance désastreuse en slalom, samedi, avait besoin de lui reprendre 30 points pour gagner le grand globe de cristal.

Mais Schild a terminé seulement 10^e de la première manche tandis que Hosp prenait la tête. Après ce passage sur le premier tracé, Schild pouvait encore espérer gagner à condition de finir au moins huitième et que Hosp ne marque pas de point. Lors des finales, seules les 15 premières de chaque course marquent des points. Une 15^e place rapporte 16 points.

Pour la première fois depuis cinq ans, c'est donc une Autrichienne qui remporte le classement général de la Coupe du monde. Lors des quatre dernières années, la Suédoise Anja Paerson et la Croate Janica Kostelic s'étaient partagé le gâteau. Kostelic n'a pas skié cette saison pour raisons de santé.

«J'ai gagné des points précieux en slalom hier [samedi] quand Marlies est sortie», a déclaré Hosp. Et je suis forte en géant, et je le sais. Beaucoup de choses me sont passées par la tête mais je me suis concentrée sur mon ski.» Grâce à sa victoire, Hosp a également remporté le globe de cristal de slalom géant.

Les Autrichiennes ont remporté les six titres attribués en Coupe du monde cette saison. Hosp a gagné le classement général et le globe de géant, Schild a décroché ceux du slalom et du combiné tandis que la spécialiste des épreuves de vitesse Renate Goetschl s'est imposée en descente et en super-G. Les Autrichiennes n'avaient plus accompli une telle performance depuis la saison 1998-99, mais à l'époque il n'y avait que cinq globes attribués. Au total, les Autrichiennes ont gagné 23 courses cette saison et sont montées sur le podium à 54 reprises.

Hier, Hosp, championne du monde de géant, s'est imposée en 2 min, 11 s 98 sur la piste Silvano Beltrametti, avec une avance de 1,42 seconde sur l'Allemande Kathrin Hoelzl. L'Autrichienne Michaela

Kirchgasser a terminé troisième, en 2 min 13 s 51.

La Canadienne Emily Brydon, de Fernie, en Colombie-Britannique, a terminé 19^e en 2 min 17 s 63 et Geneviève Simard, de Val-Morin, 21^e en 2 min 18 s 16. Blessée au genou gauche samedi, Simard a expliqué avoir ressenti des douleurs durant ses descentes, hier.

Simard a terminé 16^e au classement cumulatif du slalom géant, ce qui fait d'elle la meilleure Canadienne dans cette discipline cette année. La skieuse québécoise visait toutefois une troisième place en début de campagne. «La saison a été difficile et frustrante. D'un côté, je suis contente que ce soit fini parce que je peux recommencer à neuf l'année prochaine et travailler sur certains trucs. J'ai appris beaucoup cette année et je regarde en avant», a-t-elle affirmé.

«C'est souvent arrivé que je faisais une super bonne première manche, mais je faisais des erreurs en deuxième, ou le contraire. J'avais eu une bonne saison 2005-06, où j'avais été très constante. Je connais mon potentiel et finir quatrième ou cinquième, c'est bon, mais ce n'est pas assez. J'ai été impatiente en voulant monter trop vite sur le podium et c'est de ma faute. C'est comme si je voulais trop et c'est quelque chose que je vais devoir travailler.»

Brydon a terminé 16^e au classement général de la Coupe du monde, la meilleure performance canadienne chez les femmes. Kelly VanderBeek, de Kitchener, en Ontario, a pris le 20^e rang et Britt Janyk, de Whistler, en Colombie-Britannique, le 28^e. Simard a pris le 40^e rang, Brigitte Acton, de Mont-Tremblant, le 66^e, Shona Rubens, de Canmore, en Alberta, le 91^e, Sherry Lawrence, de Calgary, le 109^e et Emilie Desforges, de Montréal, le 114^e.

Au classement de la Coupe des Nations, les Canadiennes ont terminé en 8^e place chez les femmes avec 1456 points. Les Autrichiennes ont été les meilleures avec 8125 points, devant les Américaines (3143) et les Suédoises (2340).

Associated Press
Presse canadienne

HOCKEY

LNH

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est

	G	P	DF	BP	BC	Pts
Buffalo	46	19	7	271	214	99
Ottawa	42	23	8	252	201	92
Toronto	34	28	10	222	235	78
Montréal	36	31	6	214	231	78
Boston	34	32	5	202	251	73

Section Atlantique

New Jersey	43	21	8	191	179	94
Pittsburgh	41	21	10	250	223	92
N.Y. Rangers	35	28	9	208	195	79
N.Y. Islanders	34	27	10	214	208	78
é-Philadelphie	20	41	11	190	267	51

Section Sud-Est

Atlanta	39	25	10	227	225	88
Tampa Bay	39	30	4	226	229	82
Caroline	36	29	8	215	217	80
Floride	30	29	13	213	230	73
Washington	26	34	13	218	257	65

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

Nashville	47	20	6	249	192	100
Detroit	45	18	9	228	191	99
St. Louis	30	29	12	188	217	72
Chicago	27	35	9	179	225	63
é-Columbus	28	37	7	177	224	63

Section Nord-Ouest

Vancouver	43	23	6	195	179	92
Minnesota	42	24	7	209	179	91
Calgary	37	25	10	231	200	84
Colorado	37	29	6	238	224	80
Edmonton	30	35	7	180	215	67

Section Pacifique

Anaheim	43	18	12	236	190	98
San Jose	44	25	4	222	177	92
Dallas	43	24	5	194	175	91
é-Los Angeles	25	34	14	210	252	64
é-Phoenix	28	40	4	194	251	60

Hier

Pittsburgh 4	Ottawa 3 (F)
Atlanta 4	Buffalo 3 (P)
Colorado 4	San Jose 3 (P)
Dallas 5	Phoenix 4 (P)
Los Angeles 5	Anaheim 3
Washington 7	Tampa Bay 1

Aujourd'hui

Pittsburgh à N.Y. Rangers, 19h
Vancouver à Edmonton, 21h

Demain

Boston à Montréal, 19h
Floride à Philadelphie, 19h
Chicago à Columbus, 19h
New Jersey à Toronto, 19h30
N.Y. Islanders à Tampa Bay, 19h30
Ottawa à St. Louis, 20h
Phoenix à Minnesota, 20h
Detroit à Calgary, 21h

EN BREF

F1: Kimi Raikkonen finit premier au GP d'Australie

Melbourne, Australie — Le Finlandais Kimi Raikkonen, avec Ferrari, a remporté le Grand Prix d'Australie, première épreuve de la saison de Formule 1. Raikkonen a devancé l'Espagnol Fernando Alonso et le Britannique Lewis Hamilton, tous deux de l'écurie McLaren-Mercedes. Raikkonen bénéficiait de la position de tête. Alonso partait deuxième, devant l'Allemand Nick Heidfeld de BMW-Sauber, qui a terminé quatrième. Raikkonen a mené durant quasiment toute la course en route vers une 10^e victoire en Formule 1. Partant quatrième, Hamilton en était à sa toute première épreuve de F1. Le Brésilien Felipe Massa de Ferrari partait en 22^e et dernière place en raison d'une pénalité pour un changement de moteur avant le départ. Il a toutefois réussi à se classer au sixième rang. — PC

AVIS LÉGAUX

Appels d'offres

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier par intérim, 275 rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal H2Y 1C6, pour :

Catégorie : TRAVAUX

Appel d'offres : 9335

Descriptif : Planage et revêtement bitumineux, là où requis dans différentes rues de l'agglomération de Montréal - Arrondissement Anjou - Contrat XIX (P.R.R. 2007 - Réseau artériel).

Date d'ouverture : 4 avril 2007

Dépôt de garantie : 120 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9336

Descriptif : Reconstruction de trottoirs, de bordures et d'îlots, là où requis, associée à un planage et revêtements bitumineux dans différentes rues de l'agglomération de Montréal - Arrondissement Anjou - Contrat XIX (P.R.R. 2007 - Réseau artériel).

Date d'ouverture : 4 avril 2007

Dépôt de garantie : 40 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9339

Descriptif : Reconstruction d'un pavage, planage de chaussées d'asphalte et pose de revêtements bitumineux, là où requis, dans différentes rues de l'agglomération de Montréal - Arrondissements : Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles - Contrat XVIII (P.R.R. 2007 - Réseau artériel).

Date d'ouverture : 4 avril 2007

Dépôt de garantie : 250 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9340

Descriptif : Reconstruction de trottoirs, de bordures, d'îlots et de mail central, là où requis, associée à une reconstruction d'un pavage et à un planage de chaussées d'asphalte et de revêtements bitumineux dans différentes rues de l'agglomération de Montréal - Arrondissements : Montréal-Nord et Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles - Contrat XVIII (P.R.R. 2007 - Réseau artériel).

Date d'ouverture : 4 avril 2007

Dépôt de garantie : 45 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9341

Descriptif : Reconstruction de pavage de chaussées souples, mise en place de gravetum et revêtements bitumineux, là où requis, dans différentes rues de l'agglomération de Montréal - Arrondissements : Lachine et LaSalle - Contrat XVII (P.R.R. 2007 - Réseau artériel).

Date d'ouverture : 4 avril 2007

Dépôt de garantie : 330 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9342

Descriptif : Reconstruction de trottoirs, bordures, associée à des travaux de pavage dans différentes rues de l'agglomération de Montréal - Arrondissements : Lachine et LaSalle - Contrat XVII (P.R.R. 2007 - Réseau artériel).

Date d'ouverture : 4 avril 2007

Dépôt de garantie : 55 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9345

Descriptif : Reconstruction de trottoirs, là où requis, construction de fosses d'arbres et ajout d'arbres dans le boulevard Saint-Laurent entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sherbrooke (Projet boulevard Saint-Laurent - Phase 1B).

Date d'ouverture : 4 avril 2007

Dépôt de garantie : 30 000 \$ (cautionnement)

Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 19 mars 2007 au Service des infrastructures, transport et environnement au 801, rue Brennan, 7^e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 contre un paiement de 100 \$ chacun, et pour la soumission 9345 un paiement de 150 \$ chacun, non remboursable.

Renseignements : Yves Themens, ing., Chef de groupe

Vente du cahier des charges :

Téléphone : 514-872-3282

Télécopieur : 514-872-2874

Tout paiement doit être fait au comptant ou sous forme de chèque visé à l'ordre de : Ville de Montréal.

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés par la Ville et transmise dans l'enveloppe prévue à cette fin.

La soumission reçue sera ouverte publiquement dans les locaux de la Direction du Greffe à l'hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, 19 mars 2007

LE GREFFIER PAR INTÉRIM DE LA VILLE

M^r Yves Saindon

AVIS

Montréal

AVIS est donné que l'inventaire des biens de feu Gracia TRÉPANIÉ, en son vivant domiciliée au 1570, rue Saint-Louis, appartement 106, Sainte-Julie, Québec, J3E 1W9 et décédée en la Ville de Verdun, Québec, le treize août deux mille six (13 août 2006), a été fait par les liquidatrices, Louise BONIFANT et Ginette GODIN, peut être consulté à l'étude de :

Me Michelle TREMBLAY, notaire

5035 rue De Verdun, Suite 300

Arrondissement Verdun

Montréal, Québec H4G 1N5

téléphone : 766-0800

DONNE à Montréal, ce quatorze mars deux mille sept.

Louise Bonifant, Ginette Godin

CANADA

QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL

500-12-28752-062

COUR SUPÉRIEURE

LAMIA KHOLTI

Demanderesse

VS-10110101

AHMED ZAKARIA

Défendeur

ASSIGNATION

ORDRE est donné à Ahmed Zakaria, de comparaitre au greffe de cette Cour, situé au 1, rue Notre-Dame Est, à Montréal, au local 1.120, dans les 30 jours de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

La requête introductive d'instance sera présentée devant le tribunal le 5 juin 2007 à 9h00, en salle 2.17, du Palais de Justice de Montréal.

Une copie de la requête introductive d'instance a été remise au greffe à l'intention de Ahmed Zakaria.

Montréal

Le 15 mars 2007.

Chantal Corriveau

Juge de la Cour Supérieure

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION

Prenez avis que la compagnie

"LA CIE DE FOURRURES VANITY INC. VANITY FUR CO. INC." demandera au Registrare des Entreprises la permission de se dissoudre.

Montréal, le 15 mars 2007.

Spiegel Schomer Inc.

Procureurs de la compagnie

AVIS est par les présentes donné en vertu des dispositions de la Loi sur les compagnies (Québec), TRANSPORT SAMSON INC. s'adressera au Registrare des entreprises du Québec afin que sa dissolution soit acceptée et que la date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, province de Québec, le 15 mars 2007.

Les procureurs de la compagnie,

STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., s.r.l.

AVIS vous est par les présentes donné que la compagnie VEGA INDUSTRIES (CANADA) INC. demandera au Registrare des entreprises la permission d'être dissoute.

Montréal, le 15 mars 2007.

PHILLIPS FRIEDMAN KOTLER

Par: ROBERT GOLFMAN

Soyez généreux.

LA FONDATION DE MONTRÉAL DE MONTRÉAL POUR ENFANTS

(514) 934-4846

www.fondationpourenfants.com

URGENT

URGENT

URGENT

URGENT

URGENT

URGENT